

# Renforcement de la participation aux élections des instances à gouvernance démocratique

## Déclaration du groupe des Non-inscrits

Je tiens à préciser que je m'exprime au nom de l'organisation UFC-Que Choisir que je représente et non au nom du groupe des Non-inscrits auquel j'appartiens ici au CESE. Je me réjouis que notre assemblée ait eu l'occasion de se pencher sur le sujet de l'inquiétante situation qu'est le très faible niveau de participation des citoyens, plus généralement des populations, aux élections des instances à gouvernance démocratique. Le sujet n'est pas nouveau. Il est particulièrement prégnant.

La participation à travers le vote est une des clés de voute de notre système de gouvernance et ce, dans toute instance démocratique. La dynamique, le bon fonctionnement et la légitimité des organisations sociales en dépend, et donc leur poids dans la société. Au-delà, c'est à craindre, c'est leur survie qui est en jeu à travers le déclin de la participation électorale des personnes concernées. Tout le monde ici s'accorde à penser que la participation aux élections dans les instances à gouvernance démocratique est indispensable pour mobiliser, associer l'ensemble des forces vives, à la vie des assemblées générales, des comités et conseils en tout genre, et ainsi améliorer les décisions prises par les instances dirigeantes, favoriser leur appropriation et leur acceptabilité.

L'enjeu, il faut le rappeler est crucial car au-delà de contribuer à une meilleure représentativité, et pluralité (femme, homme, jeune, senior..) des instances dirigeantes, et à tous les niveaux de l'organisation, ces élections sont aussi un facteur qualitatif pour les décisions prises.

- Plus grande responsabilisation de tous les membres de l'organisation ;
- Des prises de décisions plus équilibrées ;
- Des décisions plus appropriées aux situations des populations qu'elles impactent. Il s'agit de considérer toutes les parties prenantes.

La chambre de la société civile que nous sommes se devait donc d'esquisser un panorama aussi complet que possible. Sans être exhaustif, le texte le confesse, l'état des lieux à destination des pouvoirs publics sur cette question centrale est cependant très précis. Les analyses et préconisations sont nombreuses. Dans deux domaines que je connais le mieux, ou disons le moins mal, le milieu universitaire et le milieu associatif, l'accent est mis sur des aspects de fond particulièrement pertinents : que ce soit le renforcement du rôle des élus élèves ou des étudiants. Il est impératif de répondre à une question récurrente : voter, à quoi bon ? La connaissance des enjeux des élections doit donc impérativement bénéficier d'une meilleure visibilité.

Pour bon nombre d'assemblées générales, l'intérêt de celles-ci n'est pas bien perçu, voire pas du tout, et les adhérents se sentent peu concernés. Le projet associatif est aussi identifié comme étant une véritable boussole. Sa valorisation est effectivement ce qui donne du sens à l'engagement et doit dynamiser l'implication des intéressés.

Enfin, n'ont pas été négligés des aspects déterminants de la mobilisation des électeurs. Je pense en particulier à des modes de votation en phase avec la société du numérique, comme les sms. Des adaptations aux nouveaux modes d'organisation, de communication, d'action et de participation sont indispensables. De nombreuses instances sont encore beaucoup trop imprégnées d'un monde qui est révolu. Se rénover, c'est aussi de leur propre responsabilité, même si le cadre législatif et réglementaire doit y contribuer.

A cet égard, espérons que cet avis sera entendu, et largement mis en œuvre. J'espère donc que cet avis sera le bon, à la suite de nombreux autres par le passé qui sont hélas largement restés sans grand effet. Il y va de la préservation et du renforcement du sentiment d'appartenance à la société dans toutes ses dimensions, et donc de notre cohésion sociale. L'UFC-Que Choisir, par ma voix, a voté pour cet avis.